Des efforts de renouvellement de la science économique

Bernard Bonin

Volume 36, numéro 4, janvier–mars 1961

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001578ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001578ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bonin, B. (1961). Des efforts de renouvellement de la science économique. *L'Actualité économique*, 36(4), 701–722. <https://doi.org/10.7202/1001578ar>

Analyse

Des efforts de renouvellement de la science économique

Un souci commun à la plupart des économistes se dégage des nombreux travaux qui ont été publiés ces dernières années: le renouvellement de la science économique. Indiscutablement, les travaux les plus vastes dans ce domaine ont été faits par l'Institut de Science Économique Appliquée, dirigé par le Professeur François Perroux.

Cet Institut, fondé en 1944, et dont le siège social est à Paris, s'est assigné les buts généraux suivants:

— Analyser les problèmes économiques concrets de notre époque à la lumière des acquisitions les plus récentes de la science économique;

— Promouvoir, pour cela, un travail critique et renouvelé de recherche théorique et faciliter des échanges entre les pensées économiques françaises et étrangères, aussi nombreux qu'il est possible;

— Favoriser la transmission des informations scientifiques entre nations, et, plus précisément, entre les instituts de recherche et les universités, par des séminaires, des exposés, des échanges de professeurs.

Ces buts, pour être atteints, nécessitent non seulement une analyse scientifique qui permettrait d'en arriver à l'élaboration plus systématique d'une logique générale du mouvement économique, mais, aussi, la collaboration du chercheur et de l'homme d'action.

La lecture du volume IX de l'Encyclopédie Française qui a pour titre: *L'Univers économique et social*,¹ nous offre une illustration des résultats heureux que peut apporter une telle collaboration. Dans cet ouvrage, préparé sous la direction du Professeur F. Perroux et paru en 1960, se retrouvent plusieurs idées récemment introduites dans l'analyse économique. Il est le fruit des travaux d'économistes, de sociologues, de philosophes, de théologiens, d'ingénieurs, de patrons, de syndicalistes, etc., et est à la fois un effort de formalisation et un document statistique, à la fois une enquête quantitative et un renouvellement des hypothèses de base.

La plupart de ces acquisitions récentes sont encore assez mal connues chez nous. Pourtant, elles sont à transformer la science économique et sont indispensables à quiconque veut acquérir une connaissance convenable du monde économique moderne. Dans cet article, nous nous proposons donc de présenter quelques-uns de ces concepts nouveaux, à la lumière, principalement, des travaux réunis dans *L'Univers économique et social*.

Après avoir montré la nécessité de renouveler la science économique, nous traiterons du mode d'édification d'un «savoir économique nouveau» et, enfin, de son souci principal: donner à l'homme la place qui lui revient dans les phénomènes économiques.

* * *

Les lacunes des explications mécanicistes de l'économie sont facilement repérables. Elles s'attachent à l'*homo oeconomicus*, sorte de machine dont le comportement est déterminé du fait même de sa participation dans le mécanisme de la vie économique. On élimine donc à peu près tout ce qui est subjectif pour ne s'attacher qu'aux éléments extérieurs à l'homme. Or, de par sa nature, l'homme conserve son individualité; il n'est pas une machine, et n'agit pas comme tel. De plus, il n'est pas certain que l'on puisse se baser sur la loi des grands nombres pour dégager un comportement «standard» des individus. Le Professeur Raymond Barre a montré le vice commun à toutes ces explications mécanicistes:

1. Société nouvelle de l'Encyclopédie Française, Librairie Larousse, dépositaire général, 13 à 21 rue du Montparnasse, Paris 6°.

«la conception mécaniste et la conception organiciste ont, pour vice essentiel, de ne pas tenir compte de ce fait que les sociétés, les groupes humains, sont composés d'hommes doués de conscience, de raison et de volonté: elles négligent ou nient l'originalité de l'être et de l'acte humain. Le système économique n'est pas immuable, comme un système physique; c'est un système social, un 'système à histoire' qui change et qui agit, parce que les hommes changent et agissent»¹.

Si la théorie du calcul économique marque un progrès, en ce sens qu'elle permet de tenir compte d'une partie des éléments subjectifs, elle ne peut s'appliquer qu'au comportement d'une unité économique simple, laissant dans l'ombre l'étude des unités complexes (industrie, nation, etc. . .) dont le plan n'est pas unique, mais formé de l'ensemble des plans parfois incompatibles des unités simples qui les composent. Or, comme nous le verrons maintenant, le rôle que jouent ces «groupes» dans l'économie moderne, est primordial.

L'univers économique s'est passablement transformé, particulièrement depuis la dernière guerre. En effet, les trois points principaux qui retiennent l'attention de l'économiste: le sujet économique, l'objet économique et l'activité économique typique, ont connu dans l'évolution de la vie économique des modifications profondes.

En étudiant l'histoire de la pensée économique, on constate que l'État et l'individu ont, tour à tour, été considérés comme le sujet économique, le premier par les mercantilistes, et, plus tard, par l'école historique allemande; le second, par les Physiocrates, les classiques et jusqu'à l'école mathématique. Ce n'est qu'avec l'apparition du *Welfare Economics*, dont le premier ouvrage, celui de A.-C. Pigou, date de 1913, que l'on a tenté de faire la part des deux, c'est-à-dire de donner à l'État un rôle dans la vie économique, sans, pour cela, bouleverser les structures sociales existantes.

L'objet économique fut, chez les mercantilistes, l'enrichissement de l'État. À partir d'Adam Smith, deux courants se dessinent: l'un adopte comme position que le meilleur moyen d'enrichir

1. Raymond Barre, *Économie politique*, tome I, p. 118, Presses Universitaires de France.

l'État, est d'enrichir les sujets qui le composent; l'autre substitue le calcul de l'utilité neutre aux vues sur l'enrichissement (marginalisme autrichien). D'autres économistes, en réaction contre ce neutralisme, prétendront que l'objet de l'activité économique est la satisfaction des besoins «physiques», des besoins «matériels».

Enfin, le type d'activité dans le système mercantiliste consistait dans la réalisation autoritaire des projets de l'État. Chez les classiques, c'est le «laisser-faire» qui prévaut et qui est présenté comme le meilleur moyen de mener la lutte contre la rareté et de réaliser l'économicité. Mais, la concentration économique et financière, et les effets qu'elle entraîne (inégalité de dimension et de puissance) et les crises rendent ces schémas d'équilibre inapplicables et l'on se décide, alors, à demander les interventions «logiquement requises» en plus des interventions accidentelles.

La conjugaison de facteurs économiques, techniques et psychologiques, ont incité à la constitution de groupes sociaux qui se retrouvent maintenant dans tous les secteurs de l'activité économique (syndicats ouvriers ou patronaux, oligopoles, cartels internationaux, etc. . .). Le groupe est devenu le sujet économique. L'individu se conforme aux buts du groupe: l'État agit par les groupes et sur eux dans sa politique d'orientation de l'activité économique. Ces groupes essaient de modifier les institutions existantes. Il s'ensuit des «conflits organisés de groupes d'intérêts, conflits qui nécessitent souvent l'arbitrage de l'État et lui donnent, ainsi, une puissance remarquable»¹. Mais, il n'en reste pas moins que ces conflits amènent des transformations parfois substantielles dans les institutions.

Du point de vue de la théorie économique, quelles sont les conséquences de l'apparition des groupes? Les schémas d'équilibre de concurrence complète (pure et parfaite) ne sont plus adaptés à la réalité économique. L'ajustement par les prix n'est plus possible, les ententes et les oligopoles introduisant des indéterminations. De plus, comme le souligne le Professeur François Perroux²:

«Les nations sont, elles-mêmes, des groupes de groupes structurés et leurs marchés 'nationalisés' par les interventions publiques accumulées et non pas seulement par la mobilité imparfaite des facteurs et leur approvisionnement relatif, ne sont pas appréhendés par les schémas de la concurrence complète. Leur structure fondamentale fait défaut.»

1. François Perroux, Introduction au Volume IX de l'*Encyclopédie Française*.

2. *Ibid.*

De plus, l'absorption du sujet économique individuel par le groupe rend insuffisante l'explication de la lutte qu'il mène contre la rareté par la théorie du calcul économique individuel (micro-décisions). En effet, on ne peut considérer la décision du groupe comme étant la somme des micro-décisions des sujets qui le composent. La science économique doit donc aller plus avant et s'intéresser aux macro-décisions, dont un des éléments essentiels est l'utilisation de la contrainte. On doit au Professeur François Perroux la seule analyse des macro-décisions¹ qui ait été faite jusqu'à ce jour.

L'objet de l'activité économique est différent de celui qui animait les économies du XIX^e siècle. Même si l'argent joue encore un rôle important dans les économies modernes, on s'efforce maintenant d'aller au delà et de sauvegarder l'intégrité corporelle et psychique de l'homme. Pour s'en convaincre, il suffit de considérer l'amélioration de la condition des groupes de travailleurs les plus défavorisés et des économiquement faibles qui «ont appris que la couverture des coûts du statut humain de la vie est possible et que la revendication sociale n'est pas sans effet»². Considérons également les politiques de santé et d'hygiène et les politiques sociales mises en œuvre par les entreprises, et les investissements de l'État destinés à encourager la recherche scientifique et le développement des chercheurs.

Quant au type de l'activité économique, le rôle de plus en plus important exercé par l'État, le transforme en activité mixte. Une foule d'exemples pourrait servir à le démontrer. L'introduction des grandes innovations s'opère maintenant avec l'aide de l'État; les firmes, par leur dimension, qui leur permet d'exercer des pressions, jouent un rôle dans l'administration de la nation; le financement de la recherche scientifique et technique se fait, en partie, par des fonds publics; le commerce inter-étatique est de plus en plus important, etc. . . Ces changements, survenus dans la vie économique, ne sont pas sans avoir des conséquences sur la discipline qui cherche à en saisir les mécanismes de fonctionnement; ils imposent une «restructuration des concepts». Un exemple pourrait servir d'illustration.

1. *Économie Appliquée*, no 2, 1949.

2. François Perroux, Introduction au Volume IX de l'*Encyclopédie Française*.

Le marché de concurrence complète (pure et parfaite) n'est plus le type de marché caractéristique de la vie économique. On peut même se demander s'il le fut déjà. De même, les situations de monopole pur de vente sont très rares. Beaucoup plus fréquentes sont les situations de concurrence monopolistique, parfois caractérisées par des «effets de domination», c'est-à-dire des «influences irréversibles ou seulement partiellement réversibles qui peuvent être exercées par une unité sur une autre». Ces effets asymétriques contredisent la théorie de l'équilibre général qui s'appuie sur l'interdépendance.

Le tableau différera, aussi, quand on passe de la concurrence complète à la concurrence hétérogène qui implique le grand nombre de vendeurs, la différenciation du produit et la liberté d'entrée dans l'industrie pour les producteurs attirés par les profits supranormaux.¹ L'équilibre terminal sera atteint quand toutes les firmes ne réaliseront que des profits normaux. À ce moment-là, la courbe de coût moyen sera tangente à la courbe de recette moyenne. On sera alors en présence de la situation se rapprochant le plus de la concurrence complète. Mais, cet équilibre peut n'être jamais atteint, et les clientèles et les produits étant différenciés, il est possible que des équilibres différents se réalisent pour chacune des entreprises. De plus, chaque entreprise peut se protéger contre l'arrivée de nouveaux producteurs en modifiant quelque peu son produit, changements qui peuvent être faits sans nécessiter des investissements nouveaux considérables. Il semblerait donc que le groupe n'aura pas avantage à innover. Mais, l'arrivée de nouveaux concurrents capables de grande innovation, sous le rapport du coût et de la différenciation, les force à adopter une politique différente. Il y a donc lieu de distinguer entre un «oligopole compétitif», représenté, par exemple, par une situation de concurrence hétérogène favorable à la propagation de l'innovation et un «oligopole routinier», que le Professeur F. Perroux qualifie d'une manière très juste et très pittoresque de «coalition des médiocres», le degré de progressivité d'une société étant fonction de la prédominance des novateurs sur les routiniers.

La théorie de la concurrence monopolistique pourrait être dépassée, d'abord, en tenant compte de variables supplémentaires

1. François Perroux, *Théorie générale du progrès économique*, no 2. Cahiers de l'I.S.E.A., Série I.

telles que le pouvoir de négociation et le type d'activité (l'effet de domination ne se manifestant pas de la même façon dans tous les secteurs), et, ensuite, en étudiant les «macro-unités» et les opérations extra-commerciales. Le Professeur François Perroux définit ainsi les «macro-unités» :

«Elles sont formées d'unités simples organisées de façon telle que l'unité d'un rang inférieur reçoit comme des données fixées par l'unité d'un rang supérieur, une partie des variables qui composent son propre plan.»¹

La publicité, en particulier, les coûts de vente, en général, sont encourus dans l'espoir d'augmenter la demande. Mais, ce résultat peut être atteint en encourageant d'autres coûts que la théorie de la concurrence monopolistique ne prend pas en considération. La firme qui accepte de modifier son produit pour que le consommateur soit contraint de s'adresser à elle, arrive à un résultat identique. Celle qui réussit à pénétrer dans les conseils des firmes concurrentes, ne le fait pas sans qu'il en résulte un certain coût. Il en est ainsi de celle qui détourne vers elle des commandes publiques. Il ressort de ce genre d'opérations que «la concurrence effective, c'est-à-dire celle qui remplit ses fonctions d'abaisser les coûts et les prix, de multiplier les produits nouveaux, de susciter les industries nouvelles, est le contraire de la concurrence parfaite des modèles statiques»².

Cette «restructuration des concepts, docile aux changements massifs et accélérés dans l'expérience économique en cours», c'est «l'économie généralisée».

Les conceptualisations qui représentent l'expérience économique d'une société dotée d'un système souffrent, pour la plupart, de lacunes graves.

«Ces conceptualisations sont simplifiées puisqu'elles doivent être entendues du grand nombre; elles sont étroites car elles retiennent les faits conformes à la logique du système, éliminant ceux qui lui sont opposés; elles sont implicitement normatives: elles suggèrent une norme idéale à laquelle la réalité est censée se conformer sauf accidents, ou de laquelle elle se sépare par l'effet de l'ignorance et de l'incapacité.»³ . . .

1. Introduction au Volume IX de l'*Encyclopédie Française*. On trouvera un début de formalisation de l'analyse des macro-unités dans le dernier ouvrage du professeur Perroux: *Économie et société*, 186 pages, Presses Universitaires de France, 1960.

2. François Perroux, Introduction au Volume IX de l'*Encyclopédie Française*.

3. *Ibidem*.

«L'économie généralisée ne se déduit, certes pas, de principes a priori ou de vieilles expériences stylisées conformément aux droits acquis et aux intérêts dominants».¹

Elle s'efforce de dépasser les conceptualisations qui ne sont valables que pour un système économique donné pour en arriver à des concepts «élevés» qui permettront d'expliquer la vie économique au delà d'un système spécifique.

Il serait faux de prétendre que les systèmes économiques, ou mieux, les types d'organisation, sont trop différents pour que leur «réalité» respective puisse être retrouvée dans un même concept. Les deux grands systèmes se transforment dans leurs luttes et leurs contacts avec les pays sous-développés leur fournissent un point de rapprochement. Bien entendu, les structures sociales ne sont pas les mêmes dans les deux grands systèmes, et il n'est pas nécessaire qu'ils arrivent à se fusionner à la fin. Cependant, ils ne sont pas différents en tous points, et il est impossible de prévoir l'issue de la lutte qu'ils se livrent. La position du Professeur Perroux est très nette sur ce point:

«L'économie, qui se révélera demain, se renouvelle aujourd'hui: cet enrichissement de l'expérience économique de l'humanité ne serait ni appréhendé ni dominé sans élargissement des concepts; il est amorcé et se poursuit au contact d'institutions originales. Les ensembles industriels, implantés en milieux d'économies naturelles, les Fonds de stabilisation des courants d'échanges et des prix, les Fonds communs d'investissements et de solidarités, les complexes d'établissements publics, de firmes privées, de coopératives et d'unités de production traditionnelles, dans les pays à développement retardé, les expériences de socialismes décentralisés sont autant d'exemples d'organisations qui portent l'empreinte de la création collective. Des appareils d'analyse habituels ne nous permettent pas de les comprendre à fond et devront bien être reconstruits «à la demande».²

* * *

Comment peut-on arriver à une science économique nouvelle? Considérons d'abord, que, pour arriver à la science économique, deux démarches sont nécessaires: des expériences économiques individuelles ou de groupes, si diverses soient-elles, il est possible de dégager une expérience économique d'une société. En effet, dans la diversité des expériences économiques, deux traits sont caractéristiques: la lutte contre la rareté et la tendance à la maxi-

1. *Ibidem*.

2. François Perroux, Introduction au Volume IX de l'*Encyclopédie Française*.

mation c'est-à-dire à l'obtention du plus grand produit possible au moindre coût. La formalisation de cette expérience économique d'une société constitue la science économique.

L'intérêt de l'économiste se portera donc, sur les éléments principaux de l'expérience économique de la société qu'il s'efforcera de conceptualiser. Il s'intéressera, d'abord, aux luttes et aux concours des agents économiques. L'activité économique peut se résumer en une série de luttes et de coopérations. La théorie de la concurrence monopolistique, dont il fut question plus haut, illustre bien ce point. Le partage du marché entre les firmes existantes ne se fait pas sans entraîner des conflits entre ces firmes. Ces conflits résultent en une meilleure satisfaction du consommateur par l'effet d'une coopération non intentionnelle.

Il s'intéressera, ensuite, aux coûts et aux rendements des choses comptabilisables. L'analyse des coûts individuels et des rendements individuels n'est pas suffisante, car elle laisse dans l'ombre les effets que la firme exerce sur le milieu qui l'entoure. Il faut considérer les coûts sociaux et les rendements sociaux qui comprennent des éléments qui seront comptabilisables ou non en prix du marché tels que la pollution de l'air ou de l'eau, l'accroissement des ventes d'une firme voisine, résultant d'une décision d'une firme importante, etc . . . Il faut, pour évaluer la contribution totale d'une firme à un ensemble, tenir compte de ses effets propres (coûts et rendements) et de ses « effets d'environnement » que les auteurs anglo-saxons appellent les *external economies*. L'une des principales lacunes des politiques de développement des pays à croissance retardée, basées sur des projets spécifiques, consiste précisément dans l'exclusion des effets d'environnement qui prennent, justement, une importance considérable en raison du faible degré de développement du pays.

La prise en considération des effets d'environnement permettrait d'en arriver à une restructuration des coûts, des rendements et des calculs économiques. Elle a, en outre, des conséquences importantes. D'abord, les firmes et les industries sont inégalement motrices. Cet élément très important pour l'édification d'une politique de développement, peut être constaté au moyen d'un tableau inter-industriel. L'existence d'unités motrices changera les décisions à prendre dans le cadre de la politique d'investisse-

ment. Le volume des investissements à faire ne sera plus déterminé par l'analyse marginale de chaque firme.

«Les profits induits s'ajoutent aux profits propres de la firme ou compensent les pertes qu'elle subit; le montant de l'investissement réalisé dans l'ensemble ou souhaitable pour l'ensemble, n'est donc déterminé qu'en analysant les effets propagés dans l'ensemble. Comme chacun ne se soucie guère de ses voisins lorsqu'il agit, l'État peut entreprendre une politique sélective».¹

Enfin, d'un point de vue plus théorique, l'existence des effets d'environnement fait apparaître le profit soit comme étant le résultat des décisions prises par le chef d'une firme, soit comme le résultat de décisions extérieures à la firme (entreprises ou État).

L'économiste s'intéressera, enfin, à l'«avantage collectif» qui est «tout ce qui sert aux membres d'une collectivité, tout ce que leur profite et qui peut être défini par une procédure et réalisé par des procédés qui mettent en cause l'ensemble des personnes qui composent la collectivité». . . «Les expériences économiques des individus et de leurs groupes deviennent l'expérience économique d'une société en servant l'avantage collectif; il est conceptualisé dans une société qui rationalise ses activités et ses décisions économiques (économie de bien-être)»². Le succès du *Welfare Economics* est toutefois limité et un changement de méthode s'impose. Le modèle de la croissance harmonisée pourrait bien être la solution recherchée.

Il suppose l'utilisation des «effets objectivement utiles (rations alimentaires scientifiquement évaluées, etc. . .) qui sont de nature à corriger les attributions de ressources par le mécanisme des prix seulement, et des coûts de l'homme, sur lesquels nous reviendrons dans la troisième partie de ce commentaire.

Le modèle de la croissance harmonisée repose sur trois groupes de concepts. D'abord, la maximisation du produit réel global. Elle est fonction de l'utilisation maximum des ressources et des meilleurs coefficients techniques de production, résultats qui sont liés à la «pleine innovation». Celle-ci est elle-même reliée à la politique d'intervention de l'État sur les variables longtemps considérées

1. François Perroux, Introduction au Volume IX de l'*Encyclopédie Française*.

2. *Ibidem*. Un numéro complet de la revue *Économie Appliquée* a d'ailleurs été consacré à l'avantage collectif en 1952.

comme exogènes: la population, l'invention et ses applications, les institutions (disons en bref, sur la «dynamique d'encadrement»).

La croissance harmonisée suppose, ensuite, la réduction à des proportions supportables, des déséquilibres entre les agrégats d'activités productives. La croissance se fait au moyen de déséquilibres. L'effet de domination, exercé par certaines firmes, se traduit par des effets d'entraînement et des effets de stoppage. Raymond Barre s'explique en ces termes en parlant du dynamisme de la domination, qui fut mis en relief par les travaux de François Perroux.

«L'unité économique dominante apparaît comme un pôle de croissance ou de développement» . . . «Du point de vue de la croissance et du progrès économique, l'unité économique dominante peut exercer un effet d'entraînement ou un effet de stoppage. Plus précisément, dans le premier cas, l'unité économique dominante brise les routines, impose les innovations techniques et économiques et suscite, quand elle ne crée pas systématiquement, les imitateurs qui diffuseront les avantages de ces innovations. Dans le second cas, l'unité dominante se sert de sa puissance pour maintenir les unités dominées dans un état de stagnation qu'elle juge utile à son propre développement».¹

Il conclut son exposé du dynamisme de la domination en citant le Professeur Perroux:

«La croissance de l'économie mondiale, le progrès de l'économie mondiale se sont faits jusqu'à ce jour dans l'inégalité et par l'inégalité, et il y a de fortes raisons de croire que les croissances et les progrès ultérieurs dépendront, non d'une plus grande égalité, mais de l'élimination ou de la correction des inégalités improductives».²

Dans le modèle de la croissance harmonisée, les déséquilibres du développement, qui résultent de ces effets d'entraînement et de stoppage, doivent être rendus supportables par des interventions publiques.

Enfin, il suppose la réduction sélective des incompatibilités entre les projets ou les plans des groupes qui forment l'ensemble. La recherche des déséquilibres supportables nécessite une prise de position à l'égard des projets et plans des individus et des groupes qui composent l'ensemble. Les conflits devront être arbitrés. La discussion officielle entre les groupes sociaux des

1. Raymond Barre, *Économie politique*, tome I, p. 115.

2. F. Perroux, «Esquisse d'une théorie de l'économie dominante», *Économie Appliquée*, nos 2-3, 1948.

déséquilibres réalisables devient nécessaire. Le « dialogue » prend place dans l'activité économique.

La recherche des déséquilibres supportables s'accomplit par erreurs et tâtonnements que l'on s'efforce de rationaliser et d'éclairer le plus possible. « L'expérience économique de la société évoluée est la mémoire d'un vécu, utilisée pour l'anticipation et la préparation d'un autre vécu. » (F. Perroux).

La croissance harmonisée ne doit pas être confondue avec la croissance équilibrée dans laquelle les deux variables déterminantes (épargne et investissement) s'équilibrent. En effet, elle s'efforce d'élever le *trend* du produit réel, tout en réduisant les fluctuations qui marquent la croissance.

La politique de la croissance équilibrée s'efforcera de réaliser l'expansion interne sans inflation ou déflation et sans déséquilibre important de la balance extérieure. La croissance harmonisée ne se distinguera pas de la croissance équilibrée par l'insouciance des inflations ou des déséquilibres extérieurs durables. Elle s'en distinguera par une plus grande souplesse. Jean Weiller a montré la différence qui existe en parlant de la croissance des pays déjà développés :

« Ce n'est pas dans la volonté de maintenir à tout prix un certain rythme d'expansion interne, en dépit de tensions inflationnistes et d'un déséquilibre de la balance persistant, que l'on peut trouver le secret d'une croissance durablement harmonisée. Mais, le renversement d'une telle politique, impliquant la rigueur la plus stricte dans la lutte contre l'inflation et le déficit extérieur aura eu souvent, pour contrepartie, un tel ralentissement de la cadence d'expansion qu'un décalage durable par rapport au rythme de croissance des autres pays développés pourra être redouté. »¹

Une politique de croissance harmonisée s'impose peut-être encore davantage dans les pays sous-développés. Ces économies se caractérisent par l'« inarticulation » qui résulte de l'absence de complémentarité entre les secteurs et des nombreuses rigidités (technologiques, économiques, structures sociales, structures politiques et administratives), par le déséquilibre tant du point de vue démographique qu'économique, et par leur dépendance qui s'accompagne de fortes fluctuations. Cette dépendance se manifeste d'abord dans la balance du commerce de ces pays, qui sont, pour la plupart, très spécialisés dans l'exportation des pro-

1. Jean Weiller, « La politique de la croissance harmonisée et équilibrée. Dans le cadre national : pays développés », *L'Univers Économique et Social*, Vol. IX de l'Encyclopédie Française.

duits primaires et qui dépendent souvent d'un ou de deux marchés importants; elle se manifeste ensuite par les importations de capital en provenance de l'étranger, et se manifeste, enfin, à l'égard des grandes firmes capitalistes qui s'y implantent. Cette dépendance s'accompagne de fortes fluctuations dans les exportations et le revenu global des pays sous-développés. Les fluctuations affectent, à la fois, la demande d'exportation, les revenus et les termes de l'échange.

En face de cette situation, l'économiste doit, avant tout, repérer les déséquilibres initiaux et élaborer des politiques qui les rendront supportables:

«Si l'économiste a, vraiment, en face de lui, une économie sans communication, dans laquelle les déséquilibres initiaux provoquent des déséquilibres en chaîne aggravés par des progrès économiques réalisés dans des secteurs limités, sa première tâche doit viser à mettre en lumière ces distorsions fondamentales et à trouver des politiques susceptibles de les rendre 'tolérables' à court terme».¹

Avant d'espérer obtenir des résultats encourageants, il faudra réaliser l'adaptation des hommes et «l'articulation» de l'économie. Les «investissements de lancement» ont pour but d'agir sur les structures d'encadrement (mentales, institutionnelles, etc.) afin de créer les conditions nécessaires au progrès, de permettre la propagation de l'innovation dans les divers secteurs de l'activité économique, la propagation de l'innovation étant, avec la création et la «signification», les composantes du progrès, selon le Professeur Perroux. Les investissements de croissance pourront, ensuite, être faits dans le but de créer les activités diversifiées et complémentaires qui permettront d'utiliser la main-d'œuvre pouvant être libérée par l'amélioration de la productivité agricole, et de faire disparaître une spécialisation trop poussée du point de vue de l'exportation.

Le progrès économique est au centre des préoccupations de la plupart des économistes. Le Professeur Perroux a élaboré une théorie du progrès dont nous nous efforcerons de donner ici les éléments essentiels.²

1. Gilbert Blardone, «La politique de croissance harmonisée et équilibrée. Dans le cadre national: pays sous-développés», *L'Univers Économique et Social*, Vol. IX, de l'*Encyclopédie Française*.

2. L'auteur ne peut qu'engager le lecteur à consulter la série I des Cahiers de l'I.S.E.A. Il y trouvera exposée la théorie du Professeur Perroux, et sera, ainsi, mieux en mesure de juger de la portée de cette théorie.

Il y a, d'abord, deux distinctions à faire: la première entre la croissance et le développement, la deuxième entre les progrès et le progrès. La croissance est «l'augmentation soutenue, durant une ou plusieurs périodes longues, d'un indicateur de dimension»; par exemple, pour la nation, une augmentation du produit global brut. Toute croissance soutenue s'accompagne de transformations de structures: c'est le développement. Les progrès sont «le résultat de l'abaissement des courbes des coûts de la production et de la création de produits nouveaux», effets qui sont dissimulés par des calculs de moyennes, et le progrès économique est «la propagation de la nouveauté aux moindres coûts humains et à la vitesse optima dans un réseau de relations dont le sens s'universalise».

Quels sont les composants de ce progrès? Tout d'abord, l'apparition ou la «création» d'une innovation. Disons, tout de suite, que l'innovation doit être prise dans un sens plus large que le simple progrès technique. La conquête d'un nouveau débouché économique ou d'une nouvelle source de matières premières, la réalisation d'une nouvelle organisation de la production, etc., sont des innovations¹. De plus, le Professeur Perroux est d'avis que les résultats de l'innovation étant plus facilement mesurables que les effets du simple progrès technique, la première notion doit être substituée à la seconde. Notons, enfin, que la «création» dont il est question ici, est surtout une création «collective».

Le deuxième élément sera la propagation de l'innovation. L'économiste s'intéressera, particulièrement, à la vitesse de propagation de l'innovation. Il cherchera la vitesse optima qui ne se confond pas, nécessairement, avec la vitesse maxima. Le Professeur Perroux s'explique en ces termes:

«Dans une économie à base de marché, la rentabilité, corrigée par maintes interventions, mesure l'opportunité et les rythmes de propagation. En quelque économie que ce soit, le remplacement de l'ancien par le nouveau est limité par les pertes sociales qu'il entraîne. A la notion de vitesse maxima, qui est préliminaire, se substitue celle de vitesse socialement optima qui doit être découverte dans un processus d'expérimentation sociale. C'est

1. Pour une étude des innovations qui ont transformé les diverses formes d'activité économique, on pourra consulter le Volume IX de l'*Encyclopédie Française*. Plusieurs auteurs y ont apporté leur concours.

l'un des rôles des organes pratiquement chargés du progrès (disons en bref: des foyers du progrès) de mesurer concrètement, du point de vue de l'intérêt général, les déséquilibres supportables dans la propagation de la nouveauté.»

Le taux de croissance du produit d'un ensemble dépend d'une «dynamique d'encadrement» qui se constitue par une combinaison de facteurs, tels que l'augmentation de la population (en tenant compte de ses caractéristiques), l'augmentation des nouveautés disponibles et appliquées, les institutions qui sont toujours plus ou moins variables. Il est toujours possible d'agir sur ce taux de croissance. Citons, une fois de plus, le Professeur Perroux:

«Ce taux de croissance peut être modifié par les séquences de la propagation de la nouveauté, de l'investissement et du revenu réel entre industries ou ensembles technico-économiques (régions de structure sensiblement homogène, régions polarisées, régions soumises à un plan)» . . .

«Seulement, la compétition interrégionale et la compétition interindustrielle étant nécessairement très imparfaites, leurs séquences ne sont pas spontanées ni incontrôlées. Elles sont sujettes à quelque arbitrage et à quelque contrôle. C'est une façon de dire que les progrès particuliers sont soumis à un jugement social qui rend leurs prétendus 'mécanismes' intelligibles, parce qu'il s'efforce de réaliser la moindre incompatibilité des projets et des conduites des groupes sociaux.»

Une étude des divers types d'espaces économiques (homogène, polarisé, plan) pourrait aider à comprendre le mode de propagation du progrès. Nous nous contenterons, cependant, de signaler au lecteur les intéressants travaux que J.-R. Boudeville a consacrés à ce domaine¹ afin de ne pas trop allonger cet article.

Enfin, le dernier composant du progrès sera la «signification» que le Professeur F. Perroux explique ainsi:

«Le sens de l'activité économique s'universalise concrètement dans la mesure où il devient intelligible à tous, susceptible d'être communiqué rationnellement et — en-deçà et au delà de la rationalité — dans la mesure où il émane d'un projet commun à toutes les classes de la société.»

Les économistes ont donc maintenant largement recours à d'autres disciplines, telles que la psychologie, la sociologie, la cybernétique, etc., mais tout en conservant à la science économique, l'intérêt spécifique qui la définit. L'économiste demandera à la psychologie de lui faire connaître les mobiles internes qui sont susceptibles d'intervenir dans la lutte que l'homme mène

1. Entre autres: dans la série L des Cahiers de l'I.S.E.A., le no 3: *L'économie régionale, espace opérationnel* et le no 6: *L'espace opérationnel, la région plan*; dans le Volume IX de l'*Encyclopédie Française*: «Les espaces économiques».

contre la rareté, ou de modifier ses désirs. Il demandera à la sociologie de mettre en lumière les conditions d'un milieu donné dans lequel l'homme agit économiquement et qui seraient susceptibles de modifier sa lutte (structures d'encadrement, par exemple). Enfin, la cybernétique pourra lui rendre de précieux services en vue d'acquérir une connaissance du milieu économique. Nous reviendrons plus loin sur l'utilisation des méthodes cybernétiques dans les études économiques.

* * *

Dans cette troisième et dernière partie, nous essaierons de montrer que ce «savoir économique nouveau» se soucie principalement de redonner à l'homme la place qui lui revient dans les phénomènes économiques. Cette préoccupation se manifeste, à notre avis, par l'importance que l'on accorde à la couverture des «coûts de l'homme», par l'analyse en termes de «conflits» et de «dialogues», enfin, par le recours aux méthodes cybernétiques.

Les coûts de l'homme, tels que définis par le Professeur François Perroux, sont «les coûts du statut humain de la vie, calculés pour chaque être humain dans les conditions concrètes du temps, du lieu et de l'avancement de la Science». Le Professeur Perroux insiste beaucoup sur le fait que l'entreprise, l'industrie, la Nation doivent prendre en charge ces coûts de l'homme qui empêchent les humains de mourir, assurent à tous une vie physique et mentale minima et permettent à tous une vie spécifiquement humaine comportant l'accès à la connaissance et aux loisirs: jusqu'ici, la théorie ne s'était pas soucée de ces questions-là, «traitant ainsi par préterition des provinces immenses de la réalité». (F. Perroux).

Si, par suite de la pénibilité d'une tâche spécifique, l'espérance de vie de celui qui s'y consacre est diminuée d'un certain nombre d'années, ce coût ne devrait-il pas entrer en ligne de compte dans les attributions de ressources à l'entreprise ou à l'industrie considérées? L'exemple des pays sous-développés est encore plus patent. L'espérance de vie à la naissance est de 71 ans aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Australie; elle est de 50 ans au Mexique, 45 ans au Brésil, 40 ans au Cambodge et au Siam, 35 ans aux Indes et au Pakistan.

Ces coûts de l'homme exigent une véritable politique de «don» au sens économiquement déterminé par le Professeur Perroux, c'est-à-dire une politique reposant sur «la préférence accordée à l'œuvre à faire et mettant une sourdine aux calculs trop rigoureux des intérêts particuliers des individus, des groupes sociaux et des nations sans renoncer à les utiliser». ¹ Concluons en citant un article de Mademoiselle Le Guennec publié en 1959: «Est-il permis encore, disait-elle, de se demander ce qui arriverait si l'économie, tempérant la règle du *nothing for nothing*, élevée pratiquement au rang de valeur suprême, se donnait pour tâche de promouvoir une économie de 'tout l'homme en chaque homme' où les coûts de l'homme seraient pris en considération». ²

Mais, l'effort pour redonner à l'homme sa place dans les phénomènes économiques, se traduit aussi par l'analyse en termes de conflits et de dialogues. Des deux grands systèmes de relations qui ont été utilisés par l'analyse économique, l'un excluait le conflit, l'autre le prenait pour fondement. Le premier système était utilisé par la pensée libérale: certains entrepreneurs peuvent être forcés de se retirer du marché, mais leur élimination est le résultat de leurs propres erreurs et non pas d'actions entreprises par leurs concurrents. L'élimination se fait donc sans qu'il y ait le moindre conflit. C'est «l'échange pur», «le contrat sans combat». Sur le plan international, le conflit n'existe pas davantage. La théorie des valeurs internationales nous apprend que le petit pays est même favorisé dans ses échanges avec le grand. L'absence de conflit toutefois n'est que le résultat d'une absence de communications.

Mais, cette vision par trop idéaliste de la vie économique est contredite par la réalité. Les communications, rendues possibles entre les diverses unités économiques, font apparaître l'inégalité, la domination, les effets asymétriques, le conflit. Il serait évidemment souhaitable de remplacer le conflit par le dialogue qui favoriserait la coopération de tous à l'œuvre collective. Il reste à se demander si le dialogue peut être envisagé comme solution aux problèmes économiques.

1. F. Perroux, «Le don, sa signification dans le monde contemporain», *Diogenes*, avril 1954.

2. Janig Le Guennec: «Bilan d'une recherche pour l'économie de l'homme», *Économie et Humanisme*, mai-juin 1959.

Le monde moderne ne semble pas se prêter très bien à l'utilisation du dialogue. Les conflits existent entre employés et patrons, entre nations. Mais des conflits, même très virulents, n'excluent pas la présence du dialogue. À l'intérieur même des groupes en conflit, le dialogue existe et est, même, la condition essentielle de la force du groupe. Il n'en reste pas moins que les conflits prédominent, et qu'il importe de leur trouver une solution, étant entendu que la force ne règlera rien. Il y aurait, alors, trois types de solutions dont les deux premières n'auraient pas d'autres effets, à notre avis, que de faire apparaître un nouveau conflit: la lutte anarchiste, la substitution d'un conflit à l'ancien: «l'opprimé opprime l'ancien oppresseur», le dialogue. On ne peut dire avec certitude laquelle de ces solutions sera adoptée, mais la préférence de l'économiste va au dialogue. Cependant, le «dialogue serait stérile s'il se limitait à une discussion d'intérêts opposés ou de conceptions idéologiques diverses. Le dialogue n'a de chances de réussir que s'il entraîne à la réalisation d'une œuvre commune les protagonistes devenus partenaires¹».

Quelles sont donc, alors, les chances du dialogue? Les professeurs G. Destanne de Bernis et A. Tiano les entrevoient de la façon suivante:

«L'affrontement des deux grands régimes politiques en face du développement des pays sous-développés, la menace atomique, la formation des cadres des pays sous-développés dans les universités occidentales qui leur a permis de prendre de plus en plus conscience des vrais problèmes de leur peuple, résultent en contraintes qui, face à des types nouveaux d'institutions, permettent d'envisager objectivement la possibilité d'un dialogue plus généralisé.»

Les contraintes sont celles du développement, de l'accession à l'indépendance, de la «coexistence pacifique». Les nouveaux types d'institutions sont les nationalisations et les plans. Les techniques modernes de diffusion de l'information permettent le développement de ces contraintes et de ces nouveaux types d'institutions. Les universités peuvent donc jouer un rôle important dans l'instauration du dialogue.

1. G. Destanne de Bernis et A. Tiano, «Les dialogues sociaux», Vol. IX de l'*Encyclopédie Française*.

Les mêmes auteurs continuent plus loin :

«L'un des traits les plus importants et, aussi, les plus manifestes du monde moderne est l'interdépendance croissante de tous les hommes, des différents groupes sociaux à l'intérieur d'un même pays, comme des différents pays au sein de l'ensemble des hommes.

Cela crée une situation relativement nouvelle qui rend désormais les conflits non seulement cruels ou injustes mais absurdes. Chacun se trouve si étroitement lié à tous les autres que les dommages qu'il peut leur causer, retentissent directement sur sa prospérité, son bien-être ou sa sécurité. Il n'en reste pas moins qu'il existe et que, sans doute, il existera toujours entre les groupes humains des divergences et des désaccords. Le problème consiste à trouver un processus de décision efficace qui soit, cependant, supportable. L'arbitrage pourrait bien être ce type de solution.»

Nous avons vu, plus haut, que la réalisation d'une politique de croissance harmonisée, rendait les déséquilibres supportables et nécessitait, pour cela, une réduction sélective des incompatibilités entre les plans ou projets des divers groupes intéressés, sélection qui supposait, elle-même, une intervention de l'État, un «arbitrage dans le plan indicatif ou son équivalent». Nous savions, aussi, qu'avec l'introduction des communications, apparaissent la domination, les effets asymétriques, sources fécondes de conflits. L'implantation d'une «grande unité interterritoriale»¹, dans une économie sous-développée, peut être la cause de nombreux conflits et rendre très difficile la planification économique².

L'arbitrage, envisagé comme solution aux conflits, a déjà été établi en France par la loi du 21 juillet 1957 qui confie, à un médiateur possédant, à la fois, la compétence indispensable et les qualités morales nécessaires, le soin de réunir toutes les informations dont il estime avoir besoin et de proposer aux parties les bases d'un accord raisonnable. Cette procédure s'applique aussi bien au règlement des conflits entre syndicats patronaux

1. Maurice Bye, «La grande Unité Interterritoriale», Vol. IX de l'Encyclopédie Française. Voir, aussi, l'ouvrage du professeur Bye: *Relations économiques internationales*, p. 177, Collection Dalloz.

2. La G.U.I., telle qu'elle est définie par le professeur Bye, est «un ensemble organisé de moyens de production soumis à un centre de décisions unique, capable d'autonomie à l'égard du marché». Elle contrôle des établissements situés sur plusieurs territoires nationaux. La Standard Oil of New-Jersey, dont les ressources financières sont comparables à celles du Canada, est un exemple de G.U.I. Une G.U.I. s'efforce, dans sa politique, de maximiser ses profits pour la durée entière de son exploitation. Ainsi, le rythme de production souhaité par l'État et par la G.U.I. peut être différent puisque la G.U.I. a la possibilité de planifier l'exploitation de ses ressources étrangères et locales, de façon à atteindre le niveau qui sera, pour elle, optimum. Alors qu'il est possible, avec l'arbitrage de l'État, d'intégrer les divers plans des grandes unités territoriales, on comprendra qu'il est beaucoup plus difficile d'y parvenir lorsque l'on se trouve en présence d'une G.U.I. La planification économique, si elle demeure possible, est beaucoup plus difficile.

et ouvriers qu'aux conflits entre tout autre groupe: agriculteurs, industriels, etc. De cette façon, la réduction sélective des incompatibilités entre les divers plans devient possible et une croissance harmonisée peut être envisagée.

Enfin, l'introduction des méthodes de la cybernétique dans les analyses économiques, peut être considérée comme une autre manifestation du désir de réaliser une «économie de l'homme». Norbert Wiener définissait ainsi la cybernétique: «La théorie de la commande et des communications dans les machines et les êtres humains». Elle permet donc d'assurer l'efficacité de l'action.

Selon Louis Couffignal¹, une connaissance cybernétique du milieu économique présenterait les traits généraux suivants:

- 1) Une société d'hommes est considérée comme un mécanisme finalisé, en ce sens qu'elle évolue avec le temps dans sa structure et ses relations avec le milieu extérieur, et qu'elle a un but, qui est de procurer à ses membres ou à d'autres hommes, la satisfaction de quelques-uns de leurs désirs.
- 2) Une société humaine, en tant que mécanisme finalisé, a toujours, parmi ses fonctions, une fonction économique, qui est de procurer à ses membres ou à d'autres hommes des produits marchands (services et informations, même d'ordre esthétique et spirituel).
- 3) Une systématique de ces fonctions constituerait un ensemble de modèles élémentaires, généralement dialectiques, qui serait la partie principale des notions de base d'une connaissance cybernétique du milieu économique.
- 4) Les relations entre certains de ces mécanismes économiques pourront être structurées en théories causales (qui comprendront, notamment, les lois de l'effet sur les hommes des informations qui leur sont fournies, questions généralement rattachées à la psychologie ou à la sociologie).

Pour avoir une connaissance cybernétique précise et être en mesure de rendre une action efficace, il faut connaître l'environnement, c'est-à-dire les influences exercées par l'unité économique

1. Louis Couffignal: «La science économique traditionnelle et la connaissance cybernétique de l'économie», Vol. IX de l'*Encyclopédie Française*.

sur une partie du milieu extérieur, et les influences inverses. Il faut, enfin, connaître le domaine d'efficacité d'un modèle, c'est-à-dire «l'ensemble des mécanismes qu'il représente avec assez de fidélité pour que les actions préparées ou guidées au moyen de ce modèle, soient efficaces si on les réalise au moyen des mécanismes correspondants».

La cybernétique utilise le raisonnement analogique de préférence au raisonnement déductif. En quoi consiste-t-il? Un modèle de recherche est construit pour servir de modèle à l'original. Il présente un certain nombre d'analogies avec l'original. On observe son comportement et l'on peut découvrir des fonctions qui ne lui ont pas été imposées par la construction. On présume, ensuite, que ces fonctions appartiennent, aussi, à l'original.

La cybernétique ne concerne pas la préparation et le guidage de l'action. Elle n'a pas à en définir le but. Elle peut, toutefois, provoquer un changement de but, si une impossibilité d'atteindre le but fixé, apparaît lors de la préparation de l'action.

* * *

La plupart des économistes admettront que les changements survenus dans la vie économique ces dernières années, demandent le renouvellement de certains appareils qu'utilise l'analyse économique. Ces efforts de renouvellement sont amorcés. Nous nous proposons, dans cet article, de donner un simple aperçu de quelques-uns des efforts faits en ce sens. Nous aurions voulu, surtout, exciter la curiosité du lecteur; l'ampleur des travaux dépasse de beaucoup ce qui a été exposé ici.

Les économistes, cependant, n'ont pas encore atteint, dans leurs efforts de renouvellement des appareils d'analyse, un degré de systématisation comparable à celui qui avait été atteint précédemment. Faut-il, pour cela, considérer les efforts faits comme étant dépourvus de toute utilité? Les efforts entrepris sont caractérisés par un souci constant de prendre conscience de la réalité des faits. Ceci étant, ils constituent un véritable progrès sur l'utilisation des appareils d'analyse traditionnels pour l'explication des mécanismes actuels. Celui qui se désintéresserait des

efforts faits, sous prétexte qu'ils n'ont pas encore abouti à un degré de précision aussi élevé, commettrait une grave erreur. La vie économique est beaucoup plus complexe qu'elle ne l'était au XIX^e siècle, par exemple. Il est donc possible qu'en rapport avec le fonctionnement réel, nous n'atteignons jamais un haut degré de précision. Nous ne devons pas nous satisfaire, toutefois, de l'utilisation d'appareils d'analyse qui n'ont plus aucun rapport avec la réalité. Une ligne d'action a été tracée: il convient, certainement, d'envisager les travaux futurs dans ce sens. On peut accepter ou rejeter les vues exposées dans ces travaux; cependant, on ne doit pas les aborder avec indifférence.

Bernard BONIN,

licencié en sciences commerciales (Montréal).